

## **CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AUX INVESTISSEMENTS NECESSAIRES A LA CONSTRUCTION D'UN MUR DE CLOTURE ANTI-BRUIT AU DROIT DE LA RESIDENCE DE LA PLAGE**

**ENTRE-LES SOUSSIGNES :**

La commune de Vias sise 6 place des Arènes à VIAS (34 450)

Représentée par son Maire, M. Jordan DARTIER, agissant en vertu de la délibération du conseil Municipal en date du ,

Ci-après désignée par la « La commune »

**ET :**

Le Syndicat des copropriétaires de la Résidence de la Plage à VIAS (34 450)

Représenté par son Syndic le Cabinet VIVIER DORANCE et son représentant légal Mr Yves LANGLOIS

Ci-après désigné par le « Syndicat des copropriétaires »

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2121-29, L. 2122-18, L.2212-2 ;

Vu le code la santé publique et notamment les articles L.1311-1 et L.1311-2 ;

Vu le règlement départemental sanitaire en date du 9 mai 1979 modifié ;

Vu la délibération n° du conseil Municipal du 8 décembre 2022 approuvant les termes de la présente convention et autorisant le Maire ou son représentant à la signer ainsi que tout autre document nécessaire à son exécution ;

**PREAMBULE :**

Les occupants de la résidence de la Plage subissent des nuisances sonores et olfactives par la présence du bloc sanitaire communal installé sur le domaine public communal au droit de ladite résidence.

Conformément aux pouvoirs de police générale du maire, celui-ci doit assurer la salubrité et tranquillité publiques. En outre, il doit veiller au respect des dispositions du règlement sanitaire départemental.

Aussi, le comité syndical et la commune de Vias se sont entendus pour la construction d'un mur de clôture anti-bruit afin de faire cesser lesdites nuisances sonores et olfactives subies par la Résidence.

Le montant des travaux est fixé à 10 521.68 HT.

La commune a accepté de participer financièrement à cette opération de construction à hauteur de 50% soit un montant de 5 260.84 € HT, soit 6.313 euros TTC pour chacune des parties.

Ainsi, le montant et les modalités de versement par la Commune de cette participation au bénéfice du Syndicat des copropriétaires sont définis d'un commun accord entre les parties par la conclusion de la présente convention.

## IL EST CONVENU CE QUI SUIT

### ARTICLE 1 : OBJET :

La présente convention a pour objet de déterminer le montant et les modalités de versement par la commune de sa participation financière aux travaux de construction d'un mur de clôture anti-bruit sur le domaine public.

### ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DU SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES :

Le syndicat des copropriétaires assurera la réalisation des travaux de construction du mur conformément au devis de la société EIFFAGE annexé à la présente convention, en limite du domaine public après dépôt d'une autorisation de travaux et acceptation de celle-ci par les services de l'urbanisme.

Le montant desdits travaux est fixé à 10 521.68 HT plus la TVA au taux applicable.

### ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DE LA COMMUNE :

Conformément à la délibération en date du 8 décembre 2022, la commune s'engage à contribuer financièrement aux travaux réalisés par le Syndicat des copropriétaires de 50% soit un montant de 5 260.84 € HT et 6.313 euros TTC.

### ARTICLE 4 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA PARTICIPATION :

La commune s'engage à verser la totalité de sa participation à réception des travaux sous réserve de la présentation, par le syndic, de la facture de travaux.

### ARTICLE 5 : DUREE DE LA CONVENTION :

La présente convention entrera en vigueur à la date de sa signature par les parties et postérieurement à sa transmission au contrôle de légalité.

La présente convention prendra fin à l'issue du versement intégral par la commune de sa participation financière telle que visée aux articles 3 et 4.

## ARTICLE 6 : DIFFERENDS - RESILIATION - LITIGES

En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

En cas de non-respect de l'un des articles de la convention, chaque partie est en droit de résilier après l'envoi d'une mise en demeure avec accusé de réception dans laquelle sera précisée les motifs de la résiliation.

En cas de désaccord persistant, le litige sera porté devant la juridiction compétente soit le Tribunal de Béziers.

Fait à VIAS le

Pour la commune de Vias  
copropriétaires

M. Jordan DARTIER

Pour le Syndicat des

M. Yves LANGLOIS